

Annexe I

Programme de travail général en matière de subventions dans le domaine de l'énergie et des transports pour 2004

Les montants indiqués dans ce programme de travail se réfèrent au budget de la Commission pour 2004 et notamment aux crédits envisagés pour l'Union élargie à 25 Etats membres.

Ce programme de travail est divisé en trois parties :

- A. programme de travail pour les subventions octroyées sans acte de base sur appel à propositions
- B. programme de travail pour les subventions octroyées hors appel à propositions dont l'attribution fera l'objet d'une décision d'octroi ultérieure
- C. programme de travail pour les subventions à octroyer en vertu d'un acte de base pour les programmes spécifiques du domaine de l'énergie et des transports et sur appel à propositions.
 - Programme Marco Polo,
 - Réseaux transeuropéens de transport et d'énergie,
 - Programme Energie Intelligente pour l'Europe,
 - Certaines actions du 6ème Programme cadre recherche.

A. SUBVENTIONS OCTROYEES SANS ACTE DE BASE, DANS LE CADRE D'UN APPEL A PROPOSITIONS

A.1. Ligne budgétaire : 06 01 02 11 02 (Frais de conférence et de réunion)

Base légale :

Dépenses administratives de la Commission

Objectif(s):

- Soutien à l'organisation de conférences d'intérêt européen dans le domaine de l'énergie et des transports.

Résultat(s) attendu(s):

- Partage d'expériences et réflexions sur les thèmes des politiques de la Commission,
- Valorisation des travaux de la Commission, notamment les actions opérationnelles, les projets de recherche et les initiatives législatives.

Principaux thèmes proposés pour 2004	<p>Conférences d'intérêt européen dans le cadre de l'Europe élargie dans le domaine de l'énergie et des transports et notamment, en lien avec les priorités politiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la sûreté dans l'énergie et les transports - la sécurité maritime - les réseaux transeuropéens de transport et la tarification des infrastructures - les infrastructures énergétiques : la sécurité d'approvisionnement dans l'Union - une meilleure utilisation de l'énergie dans l'Union - l'évolution du secteur du rail (fret et passagers) - le nucléaire : l'anti-prolifération, la sécurité et la sûreté - Galileo.
--------------------------------------	--

Date des appels à propositions	Février 2004
Principaux critères de sélection	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité financière du demandeur : Le demandeur devra démontrer son existence juridique, son caractère de personne morale ainsi que sa capacité financière et opérationnelle à mener à terme l'action à subventionner et fournira le bilan du dernier exercice clos. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux organismes publics et organisations internationales. - Capacité technique du demandeur : Le demandeur devra avoir la capacité technique et opérationnelle à mener à bonne fin l'action à subventionner et fournira les documents demandés – curriculum vitæ des personnes chargées de la mise en œuvre de l'action, description des projets et activités entreprises au cours des trois dernières années en relation avec le sujet concerné.
Principaux critères d'attribution	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité de l'approche proposée : évaluation des moyens mis en œuvre pour la réalisation de la conférence comme la méthodologie de prise de contact, l'expertise de l'organisateur, la structure spatiale et temporelle de l'évènement, la place laissée au débat, ... - Dimension européenne : le thème doit correspondre aux objectifs politiques fixés par la Commission, offrir un intérêt et concerner plusieurs pays de l'Union ; les intervenants et le public ciblé doivent provenir de différents Etats Membres et éventuellement d'Etats tiers. - Valeur ajoutée : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée contribuera et créera une réelle valeur ajoutée à la politique de l'énergie et transports - Public cible: la Commission appréciera dans quelle mesure la conférence envisagée atteindra le public visé et si l'effet multiplicateur recherché est réalisable - Visibilité: l'argumentation du demandeur devra exposer avec précision les moyens utilisés pour la diffusion de l'information à trois stades : durant la conférence et durant les périodes de pré- et post-conférence. - Rapport coût-efficacité : Le budget, ventilé par catégories de dépense, doit démontrer un bon rapport coût-efficacité de l'action (adéquation entre les résultats escomptés et le montant de la subvention) - Répartition : La Commission veillera à établir une répartition équitable entre conférences dans le domaine de l'énergie et dans le domaine des transports
Taux de financement	30 % maximum du montant total des coûts éligibles de l'action
Enveloppe budgétaire	250.000 €

A.2. Ligne budgétaire : 06 02 03 01 (Sécurité des transports)

Base légale :

Tâche découlant des prérogatives de la Commission sur le plan institutionnel, comme prévu par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.

Traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 71, 80 et 154 à 156.

Objectif(s) :

D'une manière générale, collecte et traitement des informations de toute nature nécessaires à l'analyse, à la définition, à la promotion, au suivi, à l'évaluation et à la mise en œuvre des mesures et réglementations nécessaires au renforcement de la sécurité des transports terrestres, aériens et maritimes, sans affecter indûment l'efficacité économique de ces modes de transport et son prolongement dans les pays tiers.

- 1) Dans le cadre de la Communication 311 (2003) de la Commission « Programme d'action européen pour la sécurité routière - réduire de moitié le nombre de victimes de la route dans l'Union européenne d'ici 2010 : une responsabilité partagée », renforcer la sécurité routière dans l'Union européenne, les pays de l'élargissement et de l'Espace économique européen par des études, campagnes, établissement de meilleures pratiques et démonstrations dans les domaines suivants :
 - comportement des utilisateurs et notamment sur les contrôles et sanctions pour l'application des règles de conduite, la formation des conducteurs privés et professionnels, l'aptitude physique et mentale à la conduite, la lutte contre les drogues, l'alcool et les médicaments au volant ainsi que l'utilisation de dispositifs de sécurité ;
 - technologie du véhicule et notamment la résistance aux chocs, le contrôle technique, la sécurité active et passive des véhicules ;
 - infrastructure routière et notamment les audits de sécurité routière, l'évaluation des routes et tunnels selon les caractéristiques de sécurité, l'harmonisation de la signalisation ;
 - technologie routière et notamment le transport routier des marchandises et des passagers ainsi que les technologies intelligentes pour la sécurité routière ;
 - information et banques de données et notamment l'amélioration de la collecte, l'analyse et la diffusion des données d'accidentologie routière (conditions, causes, impact, sous-déclaration, enquêtes indépendantes, approche multidisciplinaire, variables d'exposition au risque) ;
 - évaluation des politiques nationales en matière de sécurité routière ;
- 2) Renforcer la sécurité maritime dans l'Union européenne, les pays de l'élargissement et de l'Espace économique européen par des études, campagnes, établissement de meilleures pratiques et démonstrations dans les domaines suivants :
 - sécurité des transports maritimes par une formation de haut niveau soit des équipages soit des administrations maritimes ;
 - mesures visant à sensibiliser et informer aussi bien le public que les opérateurs maritimes sur les initiatives prises par la Communauté en matière de sécurité maritime ;
 - actions destinées à renforcer tous les aspects de la sécurité de la navigation et de la prévention de la pollution dans les eaux maritimes européennes ;
- 3) Renforcer la sécurité ferroviaire notamment par le rapprochement des législations, des normes techniques et des pratiques administratives de contrôle ainsi que par la définition des indicateurs, des méthodes et des objectifs communs ;
- 4) Renforcer la sécurité aérienne dans l'Union européenne, les pays de l'élargissement et de l'Espace économique européen par des études, campagnes, établissement de meilleures pratiques et démonstrations dans les domaines suivants :
 - mise en œuvre du Ciel unique ;
 - amélioration des conditions de sécurité du transport aérien, notamment par l'établissement d'un cadre réglementaire cohérent applicable aux aéronefs, aux opérateurs et aux personnels communautaires ;
 - soutien à des organismes internationaux de sécurité aérienne pour la mise en place de mécanismes de contrôle et de coopération avec les pays tiers ;
 - adaptation de la capacité des infrastructures et de l'espace aérien aux besoins du trafic aérien

Résultat(s) attendu(s) :

- Atteinte des objectifs définis dans le livre blanc "la politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix" et notamment de réduire de 50% le nombre des morts par accident en Europe, d'ici 2010 ;
- Meilleure connaissance des problématiques liées à la sécurité des transports pour apporter des réponses plus appropriées ;
- Préparation des propositions législatives incluses dans le programme de travail de la Commission ;
- Renforcement des politiques d'information et de prévention ;
- Uniformisation des règles relatives au contrôle des infractions ;
- Valorisation des travaux de la Commission, notamment les actions opérationnelles, les projets de recherche et les initiatives législatives ;
- Extension des politiques de l'Union aux futurs Etats membres.

Principaux thèmes proposés pour 2004	<ul style="list-style-type: none">- Soutien à des campagnes européennes d'information sur la sécurité routière et notamment sur les thèmes de la Charte de sécurité routière, du conducteur désigné, du port de la ceinture de sécurité, ...- Développement des programmes d'évaluation technique liés aux véhicules et infrastructures routières ;- Soutien à des actions de coordination et d'harmonisation des méthodes de contrôle de la sécurité routière ;- Mise à jour, dans toutes les langues de l'UE, des annexes techniques aux directives sur le transport des marchandises dangereuses- Développement de labels de qualité pour les véhicules et les équipements afin de garantir un niveau de sécurité optimal ;- Informations dans le domaine des permis de conduire ;- Utilisation de technologies nouvelles, notamment pour l'installation à terme de boîtes noires dans les véhicules,- Protection des usagers vulnérables et notamment, amélioration des routes et de leurs bas-côtés pour les motards ;- Soutien à des projets innovants d'envergure européenne dans tous les domaines en rapport avec les objectifs cités ci-dessus
Date des appels à propositions	Février 2004
Principaux critères de sélection	<ul style="list-style-type: none">- Capacité financière du demandeur (Le demandeur devra démontrer son existence juridique, son caractère de personne morale ainsi que sa capacité financière et opérationnelle à mener à terme l'action à subventionner et fournira le bilan du dernier exercice clos. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux organismes publics et organisations internationales)- Capacité technique du demandeur (Le demandeur devra avoir la capacité technique et opérationnelle à mener à bonne fin l'action à subventionner et fournira les documents demandés – curriculum vitae des personnes chargées de la mise en œuvre de l'action, description des projets et activités entreprises au cours des trois dernières années –)
Principaux critères d'attribution	1) Adéquation avec les objectifs de la politique communautaire en particulier ceux définis dans la Communication de la Commission sur la sécurité routière

	<p>2) Qualité de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dimension européenne : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée contribuera et créera une réelle valeur ajoutée à la politique commune des transports. Les initiatives d'intérêt local sont exclues. - Caractère innovateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée induira des approches et pratiques nouvelles. - Effet multiplicateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée permettra le transfert, la généralisation, la diffusion ou l'application à large échelle des résultats, expériences, connaissances et bonnes pratiques. - Rapport coût-efficacité : le budget, ventilé par catégories de dépenses, doit démontrer un bon rapport coût-efficacité de l'action (adéquation entre les résultats escomptés et le montant de la subvention). - Evaluation : la Commission appréciera la méthode d'évaluation proposée et la qualité des indicateurs de résultats par rapport aux objectifs escomptés. - Visibilité : la description de l'action doit détailler les moyens par lesquels sera assurée la visibilité de l'action communautaire (publications, organisation d'événements, sites Internet, CD-ROM, etc.). - Envergure de l'action : la Commission soutiendra préférentiellement des projets de grande envergure. <p>3) Qualité de la demande : l'organisation de l'action doit être bien détaillée, notamment en ce qui concerne les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan de travail (clarté et adéquation des objectifs, adéquation des résultats escomptés) - calendrier de l'action - méthodologie proposée
Taux de financement	Entre 10 % et 50 % du montant total des coûts éligibles de l'action
Enveloppe budgétaire	11.400.000 €

A.3. Ligne budgétaire : 06 02 04 01 (Marché intérieur et optimisation des réseaux de transport)

Base légale :

Tâche découlant des prérogatives de la Commission sur le plan institutionnel, comme prévu par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.

Traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 71, 80 et 154 à 156.

Objectif(s) :

- 1) Achèvement, gestion et développement du grand marché dans le domaine des transports, y compris dans ses prolongements à l'extérieur de la Communauté, mettant en particulier l'accent sur l'élimination des goulets d'étranglement transfrontaliers dans les zones où les barrières naturelles entravent la libre circulation des personnes et des biens
- 2) Observation du marché des transports de marchandises et de voyageurs par tous les modes, en ce compris l'amélioration de la collecte des statistiques par les États membres
- 3) Développement d'une politique de mobilité durable dans le secteur terrestre, maritime et aérien, et notamment :
 - soutien à des actions pilotes dans le domaine du transport routier, notamment par l'utilisation de technologies nouvelles dans un but de standardisation de procédés ;

- soutien à la modernisation du transport maritime et fluvial à courte distance ;
- amélioration de l'interopérabilité des systèmes de transport ;
- promotion et amélioration de la qualité du transport ferroviaire en particulier pour les marchandises ;
- mandats de normalisation confiés aux organismes européens de normalisation ou à d'autres organismes, dans tous les secteurs du transport ainsi que le développement de spécifications techniques d'interopérabilité ferroviaire ;
- mise en œuvre des accords Open Sky.

Résultat(s) attendu(s) :

- Atteinte des objectifs définis dans le livre blanc "la politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix" ;
- Rééquilibrage progressif vers des modes de transport plus respectueux de l'environnement ;
- Renforcement du dialogue avec les industriels pour encourager la mobilité durable, notamment en maîtrisant mieux les effets sur l'environnement et en rééquilibrant les modes de transport ;
- Développement de l'interopérabilité des modes de transports ;
- Développement du transport ferroviaire de marchandises ;
- Développement du transport maritime et fluvial à courte distance ;
- Finalisation des accords aériens internationaux préservant les intérêts des compagnies européennes ;
- Extension des politiques de l'Union aux futurs Etats membres.

Principaux thèmes proposés en 2004	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien à des actions pilotes de standardisation notamment pour le développement de systèmes sophistiqués comme le tachygraphe digital - Développement du Short Sea Shipping en Europe notamment via le soutien de centres de promotion ou d'actions de communication - Etablissement d'une approche pour le renforcement de la qualité dans les mouvements de wagons détenus par des sociétés privées - Etude pour la réduction des émissions des locomotives diesel dans le cadre des sources d'énergie renouvelables - Harmonisation et coordination les contrôles fluviaux par la mise en place d'une coopération entre polices fluviales nationales - Observation du marché de la navigation intérieure - Soutien à des projets innovants d'envergure européenne dans tous les domaines en rapport avec les objectifs cités ci-dessus
Date des appels à propositions	Février 2004
Principaux critères de sélection	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité financière du demandeur (Le demandeur devra démontrer son existence juridique, son caractère de personne morale ainsi que sa capacité financière et opérationnelle à mener à terme l'action à subventionner et fournira le bilan du dernier exercice clos. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux organismes publics et organisations internationales) - Capacité technique du demandeur (Le demandeur devra avoir la capacité technique et opérationnelle à mener à bonne fin l'action à subventionner et fournira les documents demandés – curriculum vitæ des personnes chargées de la mise en œuvre de l'action, description des projets et activités entreprises au cours des trois dernières années –)

Principaux critères d'attribution	<p>1) Qualité de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dimension européenne : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée contribuera et créera une réelle valeur ajoutée à la politique commune des transports - Caractère innovateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée induira des approches et pratiques nouvelles. - Effet multiplicateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée permettra le transfert, la généralisation, la diffusion ou l'application à large échelle des résultats, expériences, connaissances et bonnes pratiques - Rapport coût-efficacité : Le budget, ventilé par catégories de dépenses, doit démontrer un bon rapport coût-efficacité de l'action (adéquation entre les résultats escomptés et le montant de la subvention) - Evaluation : la Commission appréciera la méthode d'évaluation proposée et la qualité des indicateurs de résultats par rapport aux objectifs escomptés - Visibilité : la description de l'action doit détailler les moyens par lesquels sera assurée la visibilité de l'action communautaire (publications, organisation d'événements, sites Internet, CD-ROM, etc.) <p>2) Qualité de la demande : l'organisation de l'action doit être bien détaillée, notamment en ce qui concerne les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan de travail (clarté et adéquation des objectifs, adéquation des résultats escomptés) - calendrier de l'action - méthodologie proposée
Taux de financement	Entre 10 % et 50 % du montant total des coûts éligibles de l'action
Enveloppe budgétaire	4.000.000 €

B.SUBVENTIONS OCTROYEES HORS APPELS A PROPOSITIONS

Un certain nombre de subventions sera octroyé à des bénéficiaires pouvant justifier d'une situation de monopole de droit ou de fait. Ces subventions feront l'objet d'une décision d'attribution « ad hoc » de la Commission.

A ce stade, les actions envisagées sous cette modalité de financement répondent aux critères suivants :

B.1. Ligne budgétaire 06 01 04 04 (Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport — Dépenses pour la gestion administrative)

Base légale :

- Règlement (CE) n° 2236/95 du Conseil, du 18 septembre 1995, déterminant les règles générales pour l'octroi d'un concours financier communautaire dans le domaine des réseaux transeuropéens), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1655/1999.
- Décision du Conseil en cours de rédaction portant sur la création de l'Observatoire du trafic UE / Suisse.

Objectif(s) :

- Mise en œuvre de l'article 45 de l'accord UE / Suisse sur le transport terrestre, signé le 21 juin 1999 ;
- Suivi du trafic routier, ferroviaire et transport combiné dans les régions alpines.

Résultat(s) attendu(s) :

- Amélioration de la gestion du franchissement de la barrière naturelle alpine.

Principaux thèmes proposés pour 2004	- Recueil et analyse de données statistiques sur le trafic routier, ferroviaire et combiné dans la région alpine.
Date de réception des demandes	Fin mai 2004
Enveloppe budgétaire estimative	250.000 €

B.2. Ligne budgétaire 06 02 03 01 (Sécurité des transports)

Base légale, objectif(s) et résultat(s) attendu(s) : voir ci-dessus paragraphe A.2.

Principaux thèmes proposés pour 2004	<ul style="list-style-type: none">- Soutien à des organismes internationaux pour l'accroissement de la sécurité aérienne, notamment par la mise en place de mécanismes de contrôle et de coopération avec les pays tiers- Amélioration de la sécurité des transports aériens par la standardisation dans le secteur du contrôle aérien, liée à la mise en œuvre du ciel unique après adoption du règlement sur l'interopérabilité du réseau européen de gestion de trafic aérien (article 4 §1 (a))- Soutien au programme de contrôle de la sécurité des avions de pays tiers utilisant les aéroports communautaires- Amélioration de la sécurité aérienne par la mise en place de standards et d'obligations internationaux
Date de réception des demandes	Fin mai 2004
Enveloppe budgétaire estimative	4.500.000 €

B.3. Ligne budgétaire 06 02 03 02 (Sûreté des transports)

Base légale :

Voir ci-dessus paragraphe A.2.

Objectif(s) :

Renforcer la sûreté aérienne dans l'Union européenne et de l'Espace économique européen par l'établissement de meilleures pratiques notamment le soutien à des organismes internationaux de sûreté aérienne pour la mise en place de mécanismes de formation, de contrôle et de coopération.

Résultat(s) attendu(s) :

- Meilleure connaissance des problématiques liées à la sûreté des transports pour apporter des réponses plus appropriées ;
- Préparation des propositions législatives incluses dans le programme de travail de la Commission ;
- Renforcement des politiques d'information, de prévention et de formation.

Principaux thèmes proposés pour 2004	<ul style="list-style-type: none">- Soutien à des organismes internationaux pour l'accroissement de la sûreté aérienne, et notamment son prolongement dans des pays tiers- Soutien à des organismes de formation pour auditeurs et inspecteurs
Date de réception des demandes	Fin mai 2004
Enveloppe budgétaire estimative	500.000 €

B.4. Ligne budgétaire 06 02 04 01 (Marché intérieur et optimisation des réseaux de transport)

Base légale, objectif(s) et résultat(s) attendu(s) : voir ci-dessus paragraphe A.3.

Principaux thèmes proposés pour 2004	Amélioration des transports ferroviaires par le renforcement de l'interopérabilité (la subvention sera accordée à l'organisme désigné selon les dispositions de la Directive 2001/16/CE)
Date de réception des demandes	Fin mai 2004
Enveloppe budgétaire estimative	1.500.000 €

C. SUBVENTIONS OCTROYEES EN VERTU D'UN ACTE DE BASE ET SUR APPEL A PROPOSITION

Dans le domaine de l'Energie et des Transports, la Commission met en œuvre quatre programmes pluriannuels adoptés en Codécision :

- Marco Polo
- Réseaux transeuropéens
- Energie intelligente
- 6^{ème} Programme cadre Recherche

Ces programmes pluriannuels seront mis en œuvre dans le respect du prescrit de l'acte de base y afférant, lequel prévoit une procédure de comitologie et le droit de regard du Parlement Européen.

La description ci-après est donnée à titre d'information pour chacun des quatre programmes pluriannuels. Sauf pour le 6^{ème} programme cadre Recherche, des décisions de financement spécifiques seront adoptées en 2004 pour chacun de ces programmes modifiant le présent programme de travail annuel.

C.1. Ligne budgétaire 06 02 07 (Programme Marco Polo)

Base légale :

Règlement (CE) n° 1382/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 juillet 2003 concernant l'octroi d'un concours financier communautaire visant à améliorer les performances environnementales du système de transport de marchandises ("programme Marco Polo")

Programme de travail :

Les objectifs et les résultats attendus sont décrits dans la base légale.

Compte tenu de la date d'adoption du Programme Marco Polo en 2003, le programme de travail pour la première année du programme a été adopté le 10 octobre 2003 (C/2003/3627) et mis en œuvre par l'appel à propositions publié le 11 octobre 2003.

Les actions envisagées pour 2004 seront décrites dans un programme de travail annuel détaillé qui sera adopté au second trimestre 2004, après avoir reçu l'aval du Comité des Etats membres.

Date envisagée pour l'appel à propositions : Juin 2004

Montant de l'appel à propositions : 20.000.000 €

C.2. Lignes budgétaires 06 03 01 (Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport) et 06 03 02 (Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de l'énergie)

Base légale :

- Règlement (CE) n° 2236/95 du Conseil, du 18 septembre 1995, déterminant les règles générales pour l'octroi d'un concours financier communautaire dans le domaine des réseaux transeuropéens), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1655/1999.
- Décision C (2001) 2654 de la Commission, du 19 septembre 2001, établissant un programme pluriannuel indicatif relatif à l'octroi d'un concours financier communautaire dans le domaine du réseau transeuropéen de transport pour la période 2001-2006.
- Décision 96/391/CE du Conseil, du 28 mars 1996, déterminant un ensemble d'actions en vue d'établir un contexte plus favorable au développement des réseaux transeuropéens dans le secteur de l'énergie.
- Décision 1692/96/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 juillet 1996 sur les orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport
- La décision n° 1346/2001/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 modifiant la décision n° 1692/96/CE en ce qui concerne les ports maritimes, les ports de navigation intérieure et les terminaux intermodaux ainsi que le projet n° 8 à l'annexe III

- Décision 1229/2003/CE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2003, établissant un ensemble d'orientations relatif aux réseaux transeuropéens dans le secteur de l'énergie et abrogeant la décision n° 1254/96/CE.

Programme de travail :

Les objectifs et les résultats attendus sont décrits dans les bases légales.

Le programme de travail spécifique des réseaux transeuropéens (RTE) de transport et d'énergie est arrêté au terme d'un processus de comitologie. Pour les réseaux transeuropéens de transport, le programme de travail pour 2004 mettra notamment en œuvre la décision-cadre du 19.9.2001 (C(2001) 2654), relative au programme pluriannuel indicatif (PPI) des projets prioritaires. A ces projets s'ajouteront le soutien au projet ERTMS Egnos et à d'autres initiatives. Pour ces projets hors PPI, et après avis du Comité des Etats membres, les subventions seront accordées par une décision de la Commission adoptée par habilitation au Commissaire en charge des RTE. Pour les projets PPI, les subventions seront accordées par une décision de la Commission adoptée par délégation au Directeur général responsable des RTE.

Pour les réseaux transeuropéens d'énergie, le programme de travail mettra en œuvre des projets d'intérêt commun identifiés dans le cadre des orientations arrêtées par le Parlement et le Conseil. Après avis du Comité des Etats membres, les subventions seront accordées par une décision de la Commission adoptée par habilitation au Commissaire en charge des RTE.

Date de l'appel à propositions : Janvier 2004

Montant de l'appel à propositions : 671.000.000 € RTE-Transport

21.500.000 € RTE- Energie

C.3. Lignes budgétaires 06 04 01 (Programme Énergie intelligente pour l'Europe –2003/2006) et 06 04 02 (Programme Énergie intelligente pour l'Europe – 2003/2006 – volet extérieur)

Base légale :

Décision n° 1230/2003/EC du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 arrêtant un programme pluriannuel pour des actions dans le domaine de l'énergie: Programme Énergie intelligente pour l'Europe (2003-2006)

Programme de travail :

Les objectifs et les résultats attendus sont décrits dans la base légale.

Compte tenu de la date d'adoption du Programme Energie Intelligente en 2003, le programme de travail pour la première année du programme a été adopté le 1^{er} décembre 2003 (C(2003)4436) et mis en œuvre par l'appel à propositions publié le 24 décembre 2003 (JO C 315 du 24.12.2003, p.33).

Les actions envisagées pour 2004 seront décrites dans un programme de travail annuel détaillé qui sera adopté au second trimestre 2004, après avoir reçu l'avis du Comité de gestion du programme.

Date envisagée pour l'appel à propositions : Juin 2004

Montant de l'appel à propositions : 62.690.000 € pour la ligne 06 04 01

4.915.000 € pour la ligne 06 04 02

C.4. Lignes budgétaires liées au 6ème Programme cadre recherche :

06 06 01 (Aéronautique et espace), 06 06 03 (Développement durable, changement planétaire et écosystèmes - Systèmes énergétiques durables et Transports de surface durables) et 06 06 03 (Soutien aux politiques et anticipation des besoins scientifiques et technologiques)

Base légale :

Décision n° 1513/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative au sixième programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration contribuant à la réalisation de l'Espace européen de la recherche et à l'innovation (2002-2006).

Décision 2002/834/CE du Conseil du 30 septembre 2002 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration: «Intégrer et renforcer l'Espace européen de la recherche» (2002-2006).

Programme de travail :

Il est rappelé que pour les domaines « Aéronautique et espace » ainsi que « Développement durable, changement planétaire et écosystèmes - Systèmes énergétiques durables et Transports de surface durables », le programme de travail détaillé couvrant l'année 2004 a été adopté par la Commission le 9 décembre 2002 (C(2002)4789). Ce programme de travail a été mis en œuvre, pour les projets à financer en 2004, par l'appel à propositions publié le 17 juin 2003 (référence FP6-2003-TREN-2 (OJ C 141 of 17/06.2003)).

De même, pour le domaine « Soutien aux politiques et anticipation des besoins scientifiques et technologiques », le programme de travail couvrant l'année 2004 a été adopté par la Commission le 9 octobre 2003 (C(2003)3543). Ce programme de travail a été mis en œuvre, pour les projets à financer en 2004, par l'appel à propositions publié le 10 octobre 2003 (référence FP6-2003-SSP-3 (OJ C 243 of 10/10/2003)).

La réalisation des projets liés à la priorité thématique Espace a été confiée à l'entreprise commune Galileo qui publiera ses propres appels à propositions.

Crédits budgétaires :	53.300.000 € pour la ligne 06 06 01
	108.655.000 € pour la ligne 06 06 02 01
	52.700.000 € pour la ligne 06 06 02 02
	6.450.000 € pour la ligne 06 06 03